



Revue de presse



Mardi 05 Avril 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Président Tebboune préside une réunion sur les derniers préparatifs des JM Oran-2022



Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, lundi, une réunion d'évaluation durant laquelle il a écouté un exposé sur les derniers préparatifs des Jeux Méditerranéens Oran 2022, indique un communiqué de la présidence de la République.



PROJET DES 100 LOGTS LPA D'AMIZOUR «LE CHANTIER BLOQUÉ PAR LES SERVICES DES DOMAINES»

Lancé en 2018, le projet de réalisation des 100 logements LPA, implanté à l'entrée de l'agglomération de la ville d'Amizour, est à l'arrêt, suite à une opposition introduite par le nouveau directeur des domaines de la wilaya de Béjaïa, selon les bénéficiaires. Un fait incompréhensible pour ces derniers qui rejettent les raisons avancées par la direction des Domaines. «La direction du logement nous a signifié que le projet des 100 logements LPA (50+50) est à l'arrêt, et ce, à cause du refus du nouveau directeur des domaines la délivrance du titre de propriété à l'un des promoteurs engagés pour la réalisation des logements, à savoir, Sarl El Hammadia Pro-Immo, bloquant ainsi le programme», regrettent les membres du collectif des bénéficiaires. Et ce, ajoutent-ils, «pour des raisons infondées, évoquant la nature et la vocation agricole du terrain sur lequel le chantier a été lancé et qui est à pas moins de 20% de réalisation physique à présent».

Pour les souscripteurs, cet argument est irrecevable. Documents à l'appui, un des représentants du collectif atteste que «le terrain en question est un domaine privé de l'Etat se trouvant à l'intérieur de l'agglomération du chef-lieu communal, dans un secteur densément urbanisé et qui est, de surcroît, couvert par le plan d'occupation du sol n°1, approuvé, dans l'îlot 05 qui est réservé à l'implantation de l'habitat collectif». Auparavant, rappellent nos interlocuteurs, «ce terrain a été cédé à l'ENPI dans le cadre de la réalisation de 110 logements LPP avec arrêté de transfert signé en 2016, avant qu'il ne soit réaffecté à la direction du logement». Les plaignants ajoutent : «Pourtant, le titre de propriété de l'autre promotion immobilière, à savoir Saidani Hocine, a été signé par le même service des Domaines, qui s'est basé sur des documents administratifs établis et qui ont conduit au lancement de l'ensemble du programme». De plus, insistent les contestataires, «tous les services compétents, y compris les services des Domaines et de l'Agriculture ont réservé des avis favorables depuis le début, de la prospection, la localisation du terrain, le choix définitif du bien jusqu'à l'instruction et la délivrance des permis de construire». Enfin, le collectif souhaite que «cet amalgame dans lequel s'est embourbé le responsable des Domaines de Béjaïa soit levé, avant qu'ils ne puissent s'acquitter des dernières formalités, notamment, la signature des décisions d'éligibilité à ce programme et le versement de l'apport initial».

NON-REVALORISATION DES PENSIONS, FAIBLE IMPACT DE LA BAISSSE DE L'IRG : Le cri de détresse des retraités

Les retraités exigent le versement de la revalorisation décidée en mai 2021. Face à l'érosion de leur pouvoir d'achat, ils réclament une revalorisation «conséquente» de leurs pensions. Ils souhaitent l'intervention du président de la République. Les retraités continuent de subir les affres d'une situation socio-économiques très dure. Leur pouvoir d'achat s'est gravement détérioré. La décision annoncée d'une revalorisation de leurs pensions n'a finalement pas été appliquée à ce jour, provoquant la colère de cette catégorie fragilisée de la société. L'Organisation syndicale des retraités algériens (OSRA), en attente d'agrément, continue de réclamer le versement de cette revalorisation, comprise entre 2 et 7%.

«Les retraités attendent toujours le versement de la revalorisation 2020-2021. Nous n'allons pas abdiquer !» lance Bachir Hakem, enseignant à la retraite et chargé de l'organique à OSRA. Une crainte : que la revalorisation décidée en mai 2021 soit «annulée» ou «calculée» dans une probable revalorisation en mai prochain. «Nous craignons que les autorités fassent abstraction de la revalorisation de 2021, décidée il y a onze mois, et qu'elle soit donc "mélangée" avec celle de 2022. C'est pourtant un droit et non une faveur. On continue à mépriser et maltraiter le retraité», s'indigne Hakem, qui regrette l'«inaction» des hautes autorités (Présidence, médiateur) qui auraient pu obliger les services de la Caisse des retraites (CNR) à verser les maigres revalorisations. Face à l'érosion du pouvoir d'achat, les retraités réclament une revalorisation «conséquente» de leurs pensions.

«Nous n'accepterons plus les décisions de la CNR qui propose des miettes pour l'amélioration des pensions alors que le pouvoir d'achat chute chaque année de plus de 15%. Nous continuons à réclamer un SNMG à 60 000 DA et une pension minimale égale au salaire minimum», soutient l'ancien enseignant au lycée Lotfi (Oran).

En février dernier, la CNR a annoncé l'application du nouveau barème relatif au calcul de l'Impôt sur le revenu global (IRG) pour les retraités dont le revenu global brut est supérieur à 30 000 DA. Le syndicat des retraités a relevé que près de 2 millions de retraités n'ont pas bénéficié d'une hausse de leurs pensions.

«Nous nous inquiétons pour les pensions de moins de 30 000 DA qui n'ont pas bénéficié d'une hausse de leurs pensions avec la baisse de l'IRG. C'est le même constat pour les retraités touchant une pension comprise entre 30 000 et 40 000 DA. Nous nous interrogeons sur le plafonnement du maximum de l'abattement de l'IRG à 3600 DA. Encore une fois, l'abattement de l'IRG a profité aux riches employeurs et patrons», s'indigne Hakem.

LA LIBÉRATION DES STOCKS A EU PEU D'EFFET SUR LE MARCHÉ : Les prix du pétrole se maintiennent

Les prix du pétrole se maintenaient hier, sur une courbe ascendante malgré la libération de réserves stratégiques annoncée par les EtatsUnis et l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Une action d'envergure qui n'a pas eu beaucoup d'impact sur la volatilité des cours de l'or noir et la fièvre des marché soumis aux craintes d'approvisionnement, résultant de l'invasion russe de l'Ukraine.

Le pétrole a ainsi oscillé, hier, entre gains et pertes, pour s'échanger largement au-dessus de 100 dollars, pour le brent, le déficit persistant de l'offre dû à la guerre en Ukraine pesant contre les efforts des consommateurs pour maîtriser les prix. Les analystes estiment que l'exploitation des réserves stratégiques apportera un certain soulagement à court terme, mais ne résoudra pas le déséquilibre structurel à long terme.

Le brut Brent a augmenté en début de cotation hier, à plus de 105 dollars le baril, alors que le brut américain West Texas Intermediate se maintenait à plus de 100 dollars le baril, en milieu de matinée. Les sanctions occidentales imposées à la Russie, et le boycott du pétrole russe par certains acheteurs ont déjà entraîné une baisse de la production et fait craindre des pertes plus importantes, alors que la libération de barils des réserves stratégiques ne tranquillise pas les acheteurs qui estiment qu'elle ne comblera la perte de barils russes.

Le président américain Joe Biden a annoncé une libération record des réserves de pétrole américaines et les membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) se sont engagés à exploiter davantage les réserves. Les prix du pétrole étaient également soutenus hier par le peu d'avancées dans les pourparlers pour relancer l'accord sur le nucléaire iranien.

L'Iran a d'ailleurs accusé les Etats-Unis d'avoir provoqué l'arrêt. L'Iran et les Etats-Unis cherchent à relancer l'accord nucléaire entre les deux pays. S'il est conclu, un pacte pourrait stimuler les exportations officielles de brut iranien et influencer sur le prix de l'or noir. Selon Bloomberg, il existe également de nombreux facteurs en dehors de la guerre en Ukraine que les commerçants surveillent dont la publication dans les prochains jours par Saudi Aramco des prix de vente officiels des cargaisons chargées en mai.

Une enquête Bloomberg auprès des négociants et des raffineurs a suggéré que le prix de l'Arab Light saoudien envoyé vers l'Asie pourrait atteindre un record, car certains acheteurs recherchent des alternatives au brut russe en raison de la guerre.



L'ÉDITO : Liberté d'espérer

Est-ce la fin de l'histoire ? Jamais. Depuis une semaine, le sort du journal Liberté agite les consciences, secoue le pays, fait réagir fortement les Algériens au-delà de leurs clivages. Signe d'un attachement viscéral à l'idée du journalisme et de ce qu'il incarne comme valeurs dans la vie d'une nation.

La mort annoncée d'un quotidien qui a assumé, dans la douleur, le combat pour la sauvegarde de la République ne passe pas chez l'opinion publique. Comment peut-elle accepter l'effacement volontaire d'un nom qui porte la plus précieuse des valeurs de l'humanité : Liberté ! Incompréhensible. Tout ça pour ça ! Pourquoi avoir livré des batailles sanglantes contre la mort programmée d'une société, d'un État ? Pourquoi avoir bravé les balles assassines d'un terrorisme aveugle pour, au final, abandonner au moment même où la République a le plus besoin de consolider son socle démocratique ? De ces combats, la grande famille algérienne qui avance ne regrette absolument rien. Elle en tire sa fierté et sa raison de continuer d'exister. Elle continue d'espérer et Liberté doit demeurer, car il est un de ces espaces qui portent l'espérance.

Disparaître c'est élargir le champ de la réaction. Au-delà des colères qu'il peut provoquer, à tort ou à raison, un journal est avant tout un élément constitutif d'un pays, un espace vital pour une société. Son existence ne peut être otage d'un calcul tactique immédiat que l'on peut sacrifier sur l'autel d'une conjoncture. Un journal fait partie des autres institutions qui font vivre un pays, un État. Il est aussi un instrument qui assure la pérennité d'une nation. De sa disparition, il n'y aurait que des perdants. L'Algérie en premier lieu, elle qui ne cesse de résister sans avoir le temps d'avancer. Elle perd d'immenses énergies en recommençant inlassablement son histoire souvent dans l'échec, alors qu'elle devrait accumuler pour mieux transmettre. Elle ne peut se construire en démolissant. Soixante ans après son indépendance que nous célébrons dans trois mois, le pays pour lequel les meilleurs de ses enfants sont morts doit définitivement rompre avec ses démons. Il doit laisser place, toute la place à la vie. À l'avenir qui ne peut s'écrire sans la liberté, sans Liberté.



ELLE RESTE INSUFFISANTE SUR LE PLAN STRUCTUREL EN ALGÉRIE:L'importance de l'infrastructure qualité.

Une stratégie qui définit le rôle et la place de l'infrastructure qualité dans la nouvelle stratégie de développement industriel initiée par les pouvoirs publics est nécessaire.

Les institutions de la qualité qui couvrent plusieurs fonctions – la normalisation, l'accréditation, la métrologie et la propriété industrielle et les organismes d'évaluation de la conformité – restent insuffisantes sur le plan structurel et ne correspondent pas encore aux exigences internationales.

Lors de la journée sur l'accréditation du laboratoire des sciences minérales relevant de l'Office national de recherche géologique et minière (ORGM), le directeur général d'Algerac, Nouredine Boudissa, a fait savoir, entre autres, que "l'interface entre les institutions en charge de la qualité et les entreprises est peu développée, et ces dernières n'ont pas suffisamment conscience de l'importance de la démarche qualité". "Cette situation influe négativement sur la compétitivité de nos entreprises et ne valorise pas la production nationale tant sur le plan national qu'international. L'ouverture de l'économie nationale induite par les accords d'association avec l'Union européenne (UE), la zone arabe de libre-échange, l'Afrique et enfin l'adhésion prochaine de l'Algérie à l'organisation mondiale du commerce "génère de nouveaux défis pour les entreprises algériennes qui devront affronter une concurrence de plus en plus vive sur un marché domestique et sur les marchés extérieurs", a estimé Nouredine Boudissa.

Ce dernier a préconisé une stratégie qui définit le rôle et la place de l'infrastructure qualité dans la nouvelle stratégie de développement industriel initiée par les pouvoirs publics qui repose sur trois piliers principaux. Il propose de créer un réseau national d'organismes d'évaluation de la conformité OEC (contrôle, essais et étalonnage), d'inspection et de certification systèmes et certification produits (agricoles, industriels et services) accrédités et multidisciplinaires. Il a, également, suggéré l'utilisation des règlements techniques pour valoriser et protéger le produit local en vue de son exportation éventuelle, assurer un meilleur contrôle des produits d'importation et rendre efficient la surveillance du marché local. Il s'agit, aussi, de généraliser la mise en œuvre de l'ensemble des textes d'applications (décrets, arrêtés) de la loi n°09 03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes initiée par le ministre du Commerce. L'accréditation systématique de tous les organismes d'évaluation de la conformité est irréalisable dans le contexte actuel.

"Algerac est en mesure de déterminer les secteurs et filières stratégiques concernés par une accréditation à même de servir de régulateur du commerce extérieur et pourra aboutir en toute objectivité à la constitution d'un réseau multidisciplinaire d'EOC de référence nationale accrédité et reconnu par les pouvoirs publics et nos partenaires étrangers", a estimé Nouredine Boudissa. "Ce réseau devra prendre forme dans un proche avenir et il serait constitué d'OEC relevant de différents départements ministériels et du secteur privé national.

Le choix de ces EOC se fera sur le volume des produits importés annuellement et les produits susceptibles d'être exportés. Leur nombre pourra atteindre raisonnablement 240 OEC", a-t-il expliqué. En matière de règlements techniques, le directeur d'Algerac a fait remarquer que tous les pays développés ont mis en place et validé des règlements techniques pour valoriser leur production nationale (Certification produit - Label qualité) en vue de protéger leur marché intérieur en mettant en valeur l'aspect sécurité du consommateur et la protection de l'environnement. En Algérie, a-t-il signalé, il existe très peu de réglementations techniques

qui spécifient le produit national, et imposent aux partenaires commerciaux étrangers de satisfaire aux exigences définies par cette réglementation technique.

Pour cela, il a recommandé la mise en place de comités techniques par branche d'activité pour recenser l'ensemble des produits industriels et agricoles susceptibles de bénéficier de cette protection normative. Les organismes d'inspection et de contrôle activant en Algérie jouent un rôle majeur en matière de sécurité des biens et des personnes. Une action d'envergure devra être mise en œuvre avec le concours d'Algerac pour aboutir dans les délais les plus courts à l'accréditation de leurs structures, notamment ceux exerçant sous le régime des agréments délivrés par les ministères techniques. Pour assurer un développement efficient et efficace de l'infrastructure qualité en Algérie, Noureddine Boudissa a recommandé la mise en place d'un point focal qualité qui regrouperait toutes les informations traitant de la qualité, qui assurerait la coordination dans toutes les structures d'appui à la démarche qualité, en orientant les entreprises vers les services et institutions concernées par les filières prioritaires. Il a proposé le renforcement des institutions en charge de la normalisation, de l'accréditation, de la métrologie, de la certification et de la propriété industrielle et des organismes d'évaluation de la conformité en tant que centres d'appui à la démarche qualité en Algérie.

Il a suggéré, d'une part, la révision de toute la réglementation sur l'infrastructure qualité en Algérie, conforme aux attentes des programmes de développement industriel, initiés par les pouvoirs publics et, d'autre part, de satisfaire aux accords internationaux (association avec l'UE, accord de libre-échange avec les pays arabes...). Il a également plaidé pour la création d'une agence nationale à même d'assurer le suivi et la mise en œuvre des programmes retenus par les fonds en rapport avec la politique nationale de qualité et des programmes de développement de l'industrie.



CONSÉQUENCE DE MULTIPLES FACTEURS : Les prix du pétrole en léger repli

Les cours du pétrole se sont légèrement repliés hier, les investisseurs attendant la libération des réserves stratégiques des pays consommateurs, tandis qu'une trêve au Yémen pourrait atténuer les inquiétudes concernant les perturbations de l'approvisionnement au Moyen-Orient. Les contrats à terme sur le pétrole brut Brent ont perdu 79 cents, soit 0,8%, pour atteindre 103,60 dollars le baril, alors que le West Texas Intermediate américain était à 98,45 dollars le baril, en baisse de 82 cents, soit 0,8% également. Les deux contrats ont ainsi perdu 1 dollar à l'ouverture des marchés. Les Nations unies ont négocié une trêve de deux mois entre une coalition dirigée par l'Arabie saoudite et le groupe Houthis aligné sur l'Iran, pour la première fois dans ce conflit qui dure depuis huit ans.

Les installations pétrolières saoudiennes ont fait l'objet d'attaques de la part des Houthis au cours du conflit, ajoutant à la perturbation de l'approvisionnement depuis la Russie. C'était une menace pour l'approvisionnement, et un cessez-le-feu réduirait cette menace pour l'approvisionnement, a déclaré Phil Flynn, analyste chez Price Futures Group, cité par des médias. La production de pétrole et de condensats de gaz du deuxième exportateur mondial (la Russie) est tombée à 11,01 millions de barils par jour en mars, contre une production moyenne de 11,08 millions de b/j en février, selon des sources industrielles. Le raffinage et les exportations de pétrole russes ont été frappés par les sanctions occidentales et l'aversion des acheteurs suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Les estimations de la perte d'approvisionnement en pétrole russe varient d'1 à 3 millions de barils par jour. Les prix du pétrole ont chuté d'environ 13% la semaine dernière, après que le président américain Joe Biden a annoncé que jusqu'à un million de barils par jour seront vendus à partir de la réserve stratégique de pétrole américaine (SPR) pendant six mois à partir de mai. Joe Biden a déclaré que cette libération, la troisième au cours des six derniers mois, servira de pont jusqu'à ce que les producteurs nationaux puissent augmenter la production et ramener l'offre en équilibre avec la demande. Le département américain de l'Énergie a officiellement présenté une vente de pétrole provenant des réserves d'urgence, tandis que les membres de l'Agence internationale de l'énergie ont également convenu de libérer davantage de pétrole vendredi dernier. Mais, cette solution sera-t-elle suffisante ? Dans une analyse bien documentée, L'IFP Énergies nouvelles (Ifpen) explique que "si le conflit devait durer plus de quelques mois, la situation serait plus délicate, car le recours aux stocks stratégiques est limité et ne peut résoudre le déficit structurel d'approvisionnement, lié au sous-investissement dans l'amont pétrolier qui dure depuis plusieurs années".

L'institut français rappelle que, pour ces raisons, l'AIE avait exhorté ses membres à mettre en œuvre "10 mesures" pour réduire la demande de pétrole : réduire la vitesse sur les autoroutes, adopter la circulation alternée et interdire les voitures le dimanche dans les grandes villes, promouvoir l'écoconduite, développer les transports publics, la mobilité douce et le covoiturage, instaurer le télétravail trois jours par semaine, éviter les voyages en avion, privilégier le train et accroître l'adoption de véhicules électriques. L'Ifpen estime que ce plan permettrait d'"économiser près de 2,7 millions de barils par jour en 4 mois". Cependant, les initiatives conjointes des États-Unis et de leurs alliés pourraient "équilibrer temporairement" les déficits d'approvisionnement en 2022, mais cela pourrait ne pas être "une solution à long terme", a déclaré Tina Teng, analyste des marchés chez CMC Markets Apac & Canada.

En plus de l'action des pays consommateurs, les acteurs du marché pétrolier attendaient un geste des pays producteurs de pétrole et en particulier de l'Opep+ pour augmenter l'offre mondiale. Lors de sa dernière réunion, la semaine dernière, l'Opep+ a bien convenu d'une augmentation de la production en mai, conformément aux accords passés, considérant que les fondamentaux indiquaient que le marché était "bien équilibré".

Conjoncture : L'inflation s'accélère !

Comme dans d'autres pays, l'Algérie est touchée par la conjoncture de crise mondiale actuelle qui nourrit la spirale de la spéculation et de l'inflation. Certes, le pétrole dont le prix atteint des sommets, est un atout qui donne la capacité d'importer certains produits comme le blé, même avec la hausse des prix, il n'en demeure pas moins vrai que la pénurie de ces produits est marquée par une hausse des prix des denrées alimentaires tels que le blé, les huiles végétales et d'autres matières premières utilisées dans l'industrie agroalimentaire.



HAUSSE DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES SUR LE MARCHÉ MONDIAL:Le patronat tire la sonnette d'alarme

L'impact des effets de la pandémie du coronavirus sur l'économie nationale suivie du conflit russo-ukrainien a mis en difficulté le secteur industriel dans le monde et en Algérie. Selon le président du Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (Ceimi), Fethi Ammour, plusieurs entreprises sont en difficulté et peinent à retrouver la cadence de la production à cause de la hausse vertigineuse des prix des matières sur le marché mondial international. «Certains industriels risquent la fermeture définitive de leurs usines après avoir constaté qu'ils sont dans l'incapacité d'acheter la matière première chez leurs fournisseurs étrangers habituels, à cause d'un surenchérissement sans précédent des prix.

Des très petites et moyennes entreprises agonisent depuis la pandémie du coronavirus et sont sur le point de disparaître si les pouvoirs publics n'interviennent pas pour les soutenir», insiste Ammour qui refuse de divulguer le nombre d'entreprises qui ont déjà mis la clé sous le paillason. «La plupart des PME ont au moins plus de 40 ans d'existence. Certaines fonctionnent à perte rien que pour préserver l'emploi de leurs travailleurs qualifiés et indispensables. Elles refusent de fermer pour ne pas perdre leurs techniciens et autres employés qui ont passé leur vie dans ces entreprises de famille», souligne le président du Ceimi pour qui le conflit en Ukraine a fait flamber les prix des matières premières, dont le bois, le papier et autres. «Cette hausse a un impact sur la production nationale et le prix des produits fabriqués.

Nous sommes devant une situation très complexe qui risque de freiner sérieusement la croissance de l'économie nationale», met en garde le patron du Ceimi, qui appelle les pouvoirs publics à intervenir «avant une asphyxie générale des PME». Le représentant des entrepreneurs et industriels a, par ailleurs, évoqué le rôle du médiateur de la République, estimant qu'il ne peut régler à lui tout seul le cas de ces entreprises en difficulté. «Certains problèmes que rencontrent ces entreprises devraient être traités en urgence par les pouvoirs publics», a-t-il insisté.

PÉTROLE : Le brent baisse légèrement à 103 dollars

Les prix du pétrole baissaient légèrement hier, impactés notamment par le recours aux réserves stratégiques d'or noir. Le baril de brent de la mer du Nord pour livraison en juin perdait dans la matinée 0,92% à 103,43 dollars. Le baril de West Texas Intermediate américain pour livraison en mai cédait, quant à lui, 0,64% à 98,63 dollars. Le président américain, Joe Biden, a tenté une nouvelle fois, jeudi dernier, de faire baisser les prix du pétrole en autorisant l'utilisation de plus de 180 millions de barils dans les six prochains mois. Les 30 autres pays membres de l'AIE ont promis de puiser, eux aussi, dans leurs réserves stratégiques. Mais puiser dans les réserves stratégiques ne suffira pas pour combler le déficit de l'offre causé par les sanctions occidentales contre la Russie, selon des analystes du marché pétrolier.



Le sachet de lait en superstar !

Le plan d'action du gouvernement pour résorber la crise du lait qui perdure tarde à se traduire sur le terrain de la réalité. C'est que le sachet de lait s'invite en superstar en ce mois de Ramadhan où la demande sur ce produit, indispensable à la rupture du jeûne, augmente. La situation devient si ébouriffante que pas moins de sept personnes ont été hospitalisées dans une commune de la wilaya de Khenchela, après une violente rixe pour un sachet de lait au premier jour du Ramadhan.



Risques exogènes et endogènes

Les commerçants, maladivement attirés par le goût du lucre, continuent à «déplumer» le pauvre consommateur, pris en tenaille entre un pouvoir d'achat effroyablement dégradé et un marché devenu presque incontrôlable. Derrière les effets de manche des autorités concernées, le marché devient comme fou et l'on ne sait plus qui vend quoi ni qui contrôle qui.



لمنع رفع الأسعار.. جمعية المنتجين تطلب من الحكومة: تخفيض الرسم على القيمة المضافة للعصائر والمياه المعدنية

قدمت الجمعية الجزائرية لمنتجي المشروبات والعصائر ثلاثة مقترحات لوزارة المالية، تخص قانون المالية التكميلي الذي يفترض أن يكون مشروعه جاهزا قريبا، لحماية متعاملي المشروبات والذين يقدر عددهم بـ600 منتج من الإفلاس، ولمنع الزيادات في الأسعار، والتي اعتبرتها "مبيرة" إلا أنها نهت عنها، بحكم أنها ستؤدي لتقليص الاستهلاك وتكبد المتعاملين المزيد من الخسائر.



أجندة مكثفة بعد العيد تفرض إجراءات خاصة خلال رمضان: جلسات ليلية لمناقشة مخزون القوانين المترجمة بالبرلمان

يتجه مكتب المجلس الشعبي الوطني، نحو برمجة جلسات ليلية لمناقشة مشاريع القوانين العالقة على مستوى اللجان تجنباً لتراكم "الأجندة"، لاسيما أن نواب الغرفة السفلى للبرلمان سيكونون على موعد بعد رمضان مع مشروع قانون المالية التكميلي وجملة المشاريع المنتظر إحالتها من قبل الحكومة.

Décollage économique Un objectif conditionné par une révolution bancaire et bureaucratique

«L'année 2022 sera l'année de décollage économique». Un objectif tracé par le Gouvernement algérien qui ne sera pas concrétisé sans une révolution sur le plan bureaucratique et bancaire, a indiqué hier le président de l'Association des producteurs et céramistes algériens, Mohamed Moncef Boudjerba.

A ce titre, ce dernier a fait savoir que «les associations patronales toutes confondues, sont en train de faire des propositions très sérieuses pour lever ses obstacles bureaucratique et permettre à l'Algérien d'investir».

Dans le même cadre, il a indiqué lors de son intervention sur les ondes de la Chaîne III de la radio nationale, que «le commerce extérieur est un savoir-faire qu'il va falloir un peu plus développer dans notre pays pour accompagner les opérateurs économiques à investir des parts de marché à l'internationale». A l'occasion, le même responsable a affirmé que «la céramique algérienne est aujourd'hui aux normes internationales du point de vue de la maîtrise de la technologie, des coûts et de la qualité». Estimant que «les premières expériences d'exportation sont encourageantes», l'intervenant a appelé à un meilleur accompagnement sur le plan de la logistique et du transport.

Pour le président de l'Association des producteurs et céramistes algériens, le contexte de conflit entre l'Ukraine et la Russie ouvre des perspectives économiques pour la céramique algérienne.

«Avec l'avantage économique sur le prix du gaz, la céramique algérienne est très concurrentielle» et pourrait, selon lui, «trouver sa place sur les marchés des pays du Sud de l'Europe».

Le même responsable a salué la libéralisation de secteur et son ouverture récente à l'investissement privé, et il insiste : «La modernisation de nos capacités de transport aérien, maritime et ferroviaire, est étroitement liée aux objectifs d'exportation».

Selon lui, le ciment, le fer et la céramique sont trois types d'industrie qui peuvent rapporter gros à l'Algérie. S'agissant du secteur de l'agriculture que «l'Algérie territorialement et potentiellement peut se permettre d'engager une révolution verte qui peut ouvrir des pistes intéressantes au même titre que l'industrie».

Revenant sur la réforme bancaire, M. Boudjerba a plaidé pour «une collaboration étroite entre la Banque d'Algérie et le secteur économique», afin d'arriver à une réelle réforme bancaire, qui prenne en charge «la perte de change et la convertibilité du dinar». L'objectif, poursuit-il, est de «redonner aux Algériens la confiance en leur monnaie».

«Je suis pour une convertibilité intelligente, qui préserve les acquis sociaux, mais qui prenne également en considération la performance de l'acte économique», a ajouté l'industriel, avant de prévenir que «les rapports de force au niveau mondial sont en train de changer. L'Algérie doit se positionner en fonction de ses intérêts.»

Manel Z.

EN RAISON DES DISCORDS AVEC PLUSIEURS MINISTRES

Les députés s'en remettent à Benabderrahmane

■ UNE RENCONTRE secrète s'est tenue dimanche dernier entre les chefs des groupes parlementaires et le Premier ministre.

■ **MOMAMED BOUFATAH**

Les chefs des groupes parlementaires de l'APN ont rencontré dimanche dernier le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane. Cette rencontre a concerné les rapports entre le Parlement et le gouvernement. Des cas de «litiges» et des «dysfonctionnements» se sont accumulés en cette neuvième législature entre l'Assemblée populaire nationale et le gouvernement. Les participants à cette rencontre informelle se sont engagés à ne pas faire de déclarations à la presse.

D'après l'un d'eux, il s'agit globalement d'initier une tradition de concertation périodique entre l'Exécutif et la chambre basse du Parlement. Ce n'est pas la première fois que le Premier ministre tient des réunions avec les chefs des groupes parlementaires. Une rencontre de ce genre a été tenue au siège de la chambre basse, en novembre dernier, en prévision du débat et de l'adoption de la loi de finances 2022. Cette entrevue a mis fin à des tensions autour de ce projet de loi, qui a été adopté par la majorité des députés à l'exception de ceux du MSP. La troisième rencontre a été tenue à la demande



Les parlementaires se disent agacés par les ministres

des chefs des groupes parlementaires. Les députés se sont plaints, ces dernières semaines, de la persistance des pratiques d'antan : les ministres et même les walis refusent de recevoir les parlementaires et de répondre à leurs questions.

Rien n'a filtré sur les résultats de la dernière retrouvaille avec le Premier ministre à laquelle ont pris part les présidents des groupes parlementaires du FLN, RND, le mouve-

ment El-Bina, le Front El-Moustakbal et le MSP. Le chef du groupe des indépendants n'a pas participé à cette réunion.

Selon des indiscrétions, certains ministres snobent les parlementaires et refusent d'être auditionnés par les missions d'information créées récemment au niveau de l'APN, à l'image du ministre du Commerce, Kamel Rezig qui a poussé les députés à demander des explications au Premier

ministre. Outre qu'ils soient snobés par les membres du gouvernement, les chefs des groupes parlementaires se sont plaints d'autres «discordes» les empêchant d'accomplir leur mission constitutionnelle de contrôle de la politique du gouvernement.

Les parlementaires ont également soulevé la question des retards qu'accusent certains ministres pour répondre, notamment à leurs questions

orales et écrites. À ce propos, les membres de la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'APN ont gelé, le 20 mars dernier, leurs activités pendant 5 jours en guise de contestation contre le refus de Kamel Rezig d'être auditionné. Dans un courrier transmis à la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre du Commerce a soutenu que son emploi du temps chargé ne lui permettait pas de recevoir les députés. Lors de ladite rencontre, les parlementaires ont souhaité que le Premier ministre mette fin à ce genre d'agissements qui risquent d'envenimer davantage les rapports entre le Parlement et le gouvernement. Les parlementaires ont également demandé au Premier ministre des clarifications sur certaines orientations dans les politiques économiques du gouvernement. Ils ont aussi communiqué certaines préoccupations concernant la mise en œuvre des politiques publiques.

Par ailleurs, la séance plénière du jeudi dernier consacrée aux réponses aux questions orales a été marquée par des échanges de propos hostiles entre le ministre du Commerce et un député du FLN. **MB**

ارتدادات دفتر الأعباء الجديد بدأت تظهر والوكالات تستجد بالديوان البنوك تشترط الفواتير لتحويل العملة الصعبة الخاصة بخدمات المعتمرين

• الطيران المدني يمنح الترخيص لشركة "فلاينس" السعودية



جاءت الوكالات المرخص لها بتنظيم العمرة اصطدمت بشكل تحويل العملة الصعبة

• انطلق موسم العمرة رسمياً بعد سنتين من الغلق، وانطلقت معه المشاكل والعراقيل التي ترتبت عن دفتر الشروط الجديد، حيث اصطدمت جُل الوكالات المرخص لها بتنظيم الموسم بمشكل تحويل العملة الصعبة، بعد أن اشترطت البنوك التجارية استظهار الفواتير قبل نقل أي مبالغ مالية باتجاه محافظتها في العربية السعودية، الأمر الذي اعتبرته الوكالات أمراً تعجيزياً يستدعي التدخل العاجل لمصالح الديوان.

طلبت النقابة الوطنية لوكالات السياحة والأسفار، نهار أمس، مسؤولي الديوان الوطني للحج والعمرة بالتدخل المستعجل لدى مختلف البنوك التجارية المرخص لها بعملية تحويل العملة الصعبة المشترطة في دفتر الأعباء الجديد، من أجل تسهيل العملية، حيث رفضت هذه الأخيرة تحويل أي مبالغ مالية بالعملة الصعبة تخص قيمة الخدمات الأرضية باتجاه حسابها الموطن في المملكة العربية السعودية، قبل استظهار الفواتير التي تبرز قيمة المبالغ المحولة، الأمر الذي يعد أمراً مستحيلًا حسب ممثلي الوكالات، إذ أوضح هؤلاء في تصريح أدلوا به لـ "الخبر" أمس بأن "الفواتير لا يمكن الحصول عليها إلا بعد الاستعانة بالأموال موضوع التحويل، لتسديد قيمة الخدمات الأرضية التي تقدم للمعتمرين في البقاع المقدسة، على غرار تعويضات إيجار الفنادق، واستصدار التأشيرات، والنقل، والإعاشة وغيرها من التكاليف الأخرى".

وأمام هذا الوضع، استعانت العديد من الوكالات بمتعاملها

من أجل تنظيم رحلاتها انطلاقاً من الجزائر، لتنتقل أولى رحلاتها نهار اليوم من مطار هواري بومدين وعلى متنها 158 معتمر، بمعدل رحلة يومية إلى غاية الأيام الأخيرة من شهر رمضان الفضيل. في حين ستباشر شركة الخطوط الجوية الجزائرية رحلاتها بمعدل 4 رحلات أسبوعياً انطلاقاً من مطار الجزائر العاصمة، ورحلتين على التوالي بكل من مطاري وهران وقسنطينة، ما سيسمح بنقل أكبر عدد من المعتمرين الجزائريين لأداء هذه الشعيرة، خاصة أن شركة الخطوط الجوية السعودية قد انطلقت هي الأخرى في أولى رحلاتها نهار أمس، مع تسطيرها برنامج رحلات يومية، في انتظار الاستعانة بطائرات إضافية في قادم الأيام نتيجة الطلب الكبير المسجل في الميدان، والذي يفوق أضعاف قيمة العرض الحالي، بالرغم من التكاليف التي ارتفعت مقارنة بتكاليف ما قبل الجائحة.

محمد درقي

السعوديين لحل المشكل بشكل ظرفي، لتفادي عرقلة استئناف الموسم الذي أمر به رئيس الجمهورية قبل سنتين من التعليق بسبب تداعيات جائحة كورونا، مشددين على ضرورة تدخل الديوان لحل هذا الإشكال العويص مع البنوك، والذي يهدد بعرقلة العملية برمتها، مشيرين في ذات السياق إلى "مشكل تأخر وصول الأموال إلى حسابات الوكالات بعد تحويلها، ما يزيد من تعقيد العملية، باعتبار أن التحويل يستغرق بين 10 و15 يوماً حتى تصل الأموال إلى حسابات الوكالات، ومن ثمة مباشرة عملية تسديد الخدمات بشكل متأخر، في الوقت الذي تطالب فيه البنوك بالفواتير مسبقاً".

وعلى صعيد آخر، تدعت أمس السرحلات المبرمجة في إطار استئناف نشاط العمرة ببرنامج جديد يخص شركة "فلاينس" السعودية، حيث أعلنت هيئة الطيران المدني، بعد موافقة مصالح الوزارة الأولى، الترخيص القانوني لهذه الشركة

حسب تقرير صندوق النقد العربي

الجزائر ستصبح رائدة في الصيرفة الإسلامية

المالية الإسلامية التي تتطلب وجود بنوك وتأمينات وصكوك، إلى ضرورة تطوير التقنيات المالية الإسلامية عبر استخدام التكنولوجيات الحديثة في هذا المجال. وذكر التقرير أن التقنيات المالية تخدم التمويل الإسلامي والشمول المالي، حيث "بينت التجربة القصيرة خلال جائحة كوفيد-19" ويعدها أن هذه التقنيات يمكن أن تسهم بشكل فعال في التغلب على أحد أصعب التحديات التي تواجه التمويل الاجتماعي الإسلامي، وهي "الشفافية والكفاءة في جمع الأموال وصرفها وإدارة منصات التمويل الاجتماعي".

وتمت الإشارة في هذا الصدد إلى ما تضمنه أحدث تقرير إسلامي عالمي للتقنيات المالية، والذي أكد أن "قناة التمويل الاجتماعي الإسلامي تعتبر واحدة من أقل القطاعات نشاطا في المنطقة العربية، على الرغم من حقيقة أن تقرير التمويل الاجتماعي الإسلامي لعام 2020، الصادر عن المعهد الإسلامي للبحوث والتدريب، أشار إلى الإمكانيات الهائلة للقطاع في المنطقة العربية من خلال مؤسسات مثل الزكاة والصدقة والأوقاف. وأكد معدو النشرة، أن إيجاد حل لمعضلة نقص التقنيات المالية الموجهة لقطاع التمويل الاجتماعي رغم الإمكانيات الهائلة لقطاع التمويل الإسلامي، يتطلب "خطوات استباقية" لإصلاح قطاع التمويل الإسلامي.

توقع صندوق النقد العربي، أن تكون الجزائر ضمن الدول الرائدة للنمو في مجال الخدمات المصرفية الإسلامية على المستوى الإفريقي خلال السنوات العشر القادمة، مرجحا أن يكون للقارة الإفريقية دورا كبيرا في دفع التعاملات المصرفية وفق الشريعة الإسلامية.

حنان ح

وذكرت آخر نشرة للصندوق حول "التمويل الإسلامي بالدول العربية"، أن تطور الصيرفة الإسلامية في الدول الإفريقية جاء نتيجة عدة عوامل أهمها "احتياجات القارة الهائلة للحصول على تمويلات ونموها الديموغرافي والاقتصادي القوي، إلى جانب توفرها على قاعدة انطلاق منخفضة إضافة إلى اهتمام حكومات دولها المتزايد بهذا القطاع.

وأوضح المصدر أن أهم الدول الإفريقية التي يرتقب أن تكون رائدة في مجال الصيرفة الإسلامية بالإضافة إلى الجزائر، توجد كل من مصر والسودان وجنوب إفريقيا والمغرب ونيجيريا والسنغال، رغم ضعف حصة الصيرفة الإسلامية في السوق المالية في هذه الدول ومنها الجزائر التي لا تتعدى نسبتها حوالي 3 بالمئة.

ودعا صندوق النقد العربي، لتطوير

عن فحوى لقائه مع الوزير الأول، بولنوار؛ إدراج تخفيف الضريبة ضمن مشروع المالية التكميلي 2022

علما أن فرض ضرائب مرتفعة تتسبب في التهرب من أداء الضرائب. وأضاف بولنوار «لكن عند تخفيف المنظومة الضريبية، فإن الأمر سيشجع كل المتعاملين الاقتصاديين على اقتحام العمل القانوني، وامتصاص أموال السوق السوداء، ما سيعود بالفائدة على خزينة الدولة التي تعاني عجزا ماليا وفق ما جاء به قانون المالية لسنة 2022.

إضافة إلى ذلك لا يجب الاكتفاء بهذا الإجراء فقط، بل هناك تدابير أخرى، يجب أخذها بعين الاعتبار. على غرار ما يطبق في دول أجنبية، حيث يتم تخفيف الضرائب كلما ارتفع عدد العمال الموظفين لدى مؤسسة اقتصادية، وهو أمر يشجع التوظيف والقضاء على البطالة خاصة في القطاع الخاص، فالشركات والمؤسسات الاقتصادية ستبحث هي عن التوظيف، لذلك ستدرج هذه النقطة ضمن اقتراحاتنا لدى الوزارة الأولى.

والى جانب ذلك، يرى رئيس جمعية التجار والحرفيين، أنه يجب اعتماد قضية مهمة جدا تتمثل في تشجيع التجار والمتعاملين الاقتصاديين على دفع الضرائب، بل وتحفيزهم من خلال إدراج مكافآت للملتزمين الذين يدفعون ضرائبهم بصفة دورية ومنظمة، ولا يتهربون من الأمر، وهذا عن طريق دفع مبالغ مالية كهدية الوفاء والالتزام، أو استمادتهم من إعفاء ضريبي لمدة معينة، وهذا لتشجيعهم وتحفيزهم.

وشدد بولنوار، على أنه تم تناول أيضا نقطة أخرى خلال لقاء الوزير الأول، وهي ضمان التموين والمساهمة في الحملات التحسيسية المتعلقة بشهر رمضان، ترشيد الاستهلاك وتجنب التبذير، مشيرا إلى أنه تم فتح باب المناقشة حول قضايا أخرى، منها تشجيع الاقتصاد الوطني، تقليص فاتورة الاستيراد، ضرورة إيجاد آليات للخروج من اقتصاد البترول، حيث لا يمكن لنا الاعتماد كلياً على اقتصاد الربيع غير الأمن، طبقاً له.

كشف، أمس، رئيس الجمعية الوطنية للتجار والحرفيين، الحاج الطاهر بولنوار عن لقاء جمعه مع الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان خلال الأسبوع الماضي، أي قبل حلول شهر رمضان المبارك، حيث تناول فيه العديد من الملفات الخاصة بالشق الاقتصادي والاجتماعي للجزائريين، على غرار استقطاب أموال السوق الموازي، التدابير والإجراءات والنشاطات التي ستقوم بها جمعياته خلال الشهر الفضيل، والذي تزامن مع ارتفاع جنوني ليجل المواد الغذائية ذات الاستهلاك الواسع.

هيام لعيون

أكد بولنوار، خلال حلوله ضيفا على جريدة «الشعب»، أنّ من بين الاقتراحات التي تراها الجمعية الوطنية للتجار والحرفيين ناجحة مستقبلا لتحقيق الإقلاع الاقتصادي، بل ويجب أخذها بعين الاعتبار في مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022، الذي سينزل إلى قبة البرلمان بعد انقضاء الشهر الفضيل، هي قضية التخفيف الضريبي على كل النشاطات الاقتصادية، وهي النقطة التي تم مناقشتها مع الوزير الأول.

وتسجل المصالح المعنية تهربا ضريبيا كبيرا، موازاة مع وجود نشاط ضخم في السوق الموازية، أين يتم تداول أموال خارج الإطار القانوني، نتج عنه تداول كتلة نقدية كبيرة خارج القنوات الرسمية، وهي واحدة من بين من التدابير والأليات التي من شأنها تعزيز اندماج القطاع الموازي ضمن القنوات الرئيسية من أجل الحد من آثاره السلبية على الاقتصاد.

وقال ذات المسؤول، إن تخفيف الضريبة يساعد المتعاملين، ويشجعهم على تحويل النشاط الموازي نحو القطاع الرسمي، واسترجاع الأرصدة الموجودة في السوق الموازية وإدماجها ضمن القنوات الرسمية، وتجنب الخسائر الجبائية المترتبة عن هذه الأنشطة،



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger